

De l'autonomie relative à la dépendance : les femmes malaises et le développement

Marie-Andrée Couillard

Volume 1, numéro 2, 1988

Femmes et développement - mythes, réalités, changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057516ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057516ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couillard, M.-A. (1988). De l'autonomie relative à la dépendance : les femmes malaises et le développement. *Recherches féministes*, 1(2), 69–89.
<https://doi.org/10.7202/057516ar>

Résumé de l'article

Cet article vise à montrer l'importance de l'État et de l'idéologie qu'il propose quant au rôle des femmes dans la société, dans la détermination de la place qui est faite aux femmes malaises dans le développement national. Une description sommaire des rapports hommes-femmes parmi les villageois malais d'antan nous permet de situer exactement l'enjeu des politiques actuelles : contrer l'autonomie relative des individus, et plus spécialement celle des femmes, en les transformant en « reines du foyer », dépendantes de leur époux pour leur subsistance et pour leur intégration dans la société. L'analyse critique d'un projet s'adressant exclusivement aux femmes fait ressortir l'ambiguïté, voire même les contradictions, qui sous-tendent le discours de l'État, mais aussi celui de bien des agences de développement international.

De l'autonomie relative à la dépendance : les femmes malaises et le développement

Marie-Andrée Couillard

Gâce aux critiques répétées de chercheuses féministes (dont Rogers 1980), la question de « la femme dans le développement » est de plus en plus au centre des préoccupations des analystes et des planificateurs des agences de développement¹. Malheureusement, il y a souvent un gouffre imposant entre les intentions des planificateurs et la réalité, et ce gouffre, selon nous, s'érige sur un manque flagrant de connaissance quant à la culture et à l'organisation sociale des personnes concernées d'une part, et sur une très grande ambiguïté quant aux objectifs poursuivis d'autre part².

Introduction

Deux discours s'affrontent aujourd'hui sur la scène du développement international : l'un, prônant un développement assisté et planifié de l'extérieur en fonction d'une logique « moderniste » qui conçoit le développement presque exclusivement en termes économiques et l'autre, proposant un développement auto-centré et auto-géré. Le premier semble prêt à sacrifier tout ce qui, dans la culture et dans la société indigène, n'est pas compatible avec la logique du capital. Le deuxième, au contraire, semble prêt à composer avec la réalité indigène afin de conserver ce qui, au niveau socio-culturel, garantit une certaine qualité de vie tout en introduisant une technologie adaptée et des connaissances scientifiques pertinentes dans le but d'améliorer les conditions de vie matérielles de la communauté. Ces deux discours sont donc irrévocables et ils servent des intérêts antagonistes. Cependant, probablement pour des raisons de stratégie politique et au prix d'une très grande ambiguïté, ils se côtoient souvent dans les propos des agents de développement.

Dans ce contexte, plutôt que de simplement lutter pour que les femmes soient intégrées au développement, il faudrait peut-être lutter pour qu'elles le soient selon leurs propres termes et leur propre logique³. Une telle lutte n'est certes pas facile étant donné que la majorité des hommes eux-mêmes ne jouissent pas d'un tel choix. Ajoutons en parenthèse qu'il ne suffit pas que l'agent de développement ou le porte-parole des femmes soit une femme pour que soient défendus effectivement les intérêts des femmes rurales. Dans les pays du Tiers-Monde, les femmes urbaines occidentalisées sont parfois aussi éloignées et aussi ignorantes des conditions de vie de leurs compatriotes rurales que n'importe quel agent de développement extérieur. Elles souffrent de plus, parfois, d'un handicap sérieux : elles sont inconscientes de leur propre ignorance. Il ne faudrait pas qu'un sens de la solidarité mal placé nous empêche de voir les limites des unes et des autres.

Lorsque l'on parle d'intégration des femmes au développement il faudrait donc préciser de quelles femmes il est question et dans quelles conditions doit se faire cette intégration. L'intégration des femmes urbaines instruites ne se fait pas de la même manière que celle des femmes rurales analphabètes. Les places qu'occupent les premières et les secondes dans les rapports politiques et dans les rapports économiques sont dramatiquement différentes. De plus, elles appartiennent parfois à des sous-cultures totalement divergentes. Ici encore rien n'est simple et les recettes toutes faites sont rarement utiles. Sauf, bien entendu, si le modèle à suivre est celui des femmes urbaines et instruites, et si le sacrifice d'une tradition et de quelques générations de femmes ne fait pas peur à un État impatient (l'expression est de De Koninck 1986) et ambitieux.

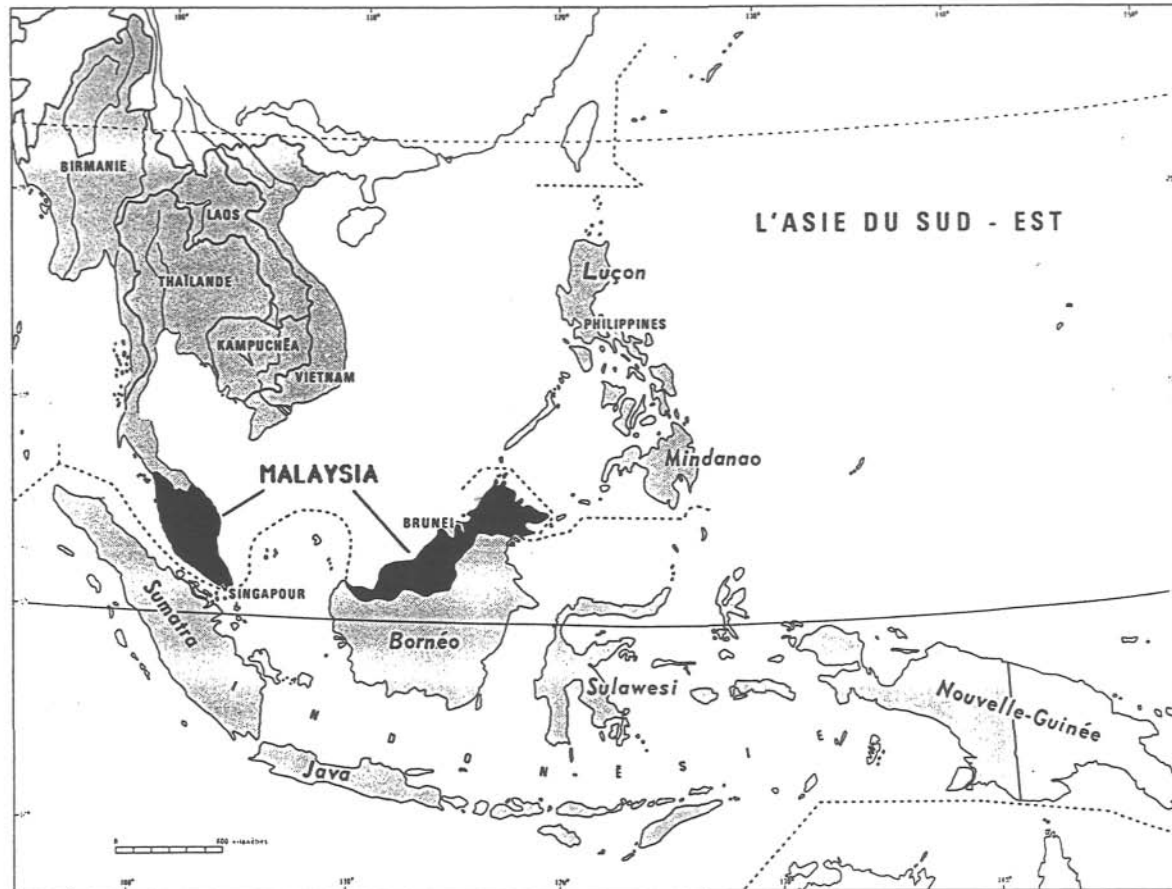
En 1979, Manderson concluait son article sur les femmes malaises et le développement en affirmant que :

Women's participation in development can be considered as indirect, subordinate, subsidiary, and ignored : *indirect*, as the unaccounted workforce feeding and caring for the country's labour; *subordinate*, as paid and unpaid assistants to the men shaping the future of the country and developing its resources; *subsidiary*, as in the field of social welfare, in paid and voluntary capacities, where national gain cannot be interpreted as a financial indicator of development; and *ignored*, as with the thousands of women actively involved in agriculture and small-scale marketing, but overlooked by development agencies concerned with the improvement of these sectors. [C'est nous qui soulignons.]

Ce texte illustre clairement la place de la femme malaise dans le développement, telle qu'elle émerge des données sur l'éducation, la participation des femmes au marché du travail et les organisations féminines. Ce tableau nous semble encore tout à fait valide. Un point cependant sur lequel nous divergeons d'opinion avec l'auteure : selon elle, ce sont les attitudes traditionnelles quant aux rôles de mère et d'épouse qui, depuis les temps immémoriaux, placeraient la femme dans une position subalterne, dans un rôle de soutien des hommes et d'appui de leurs efforts. Notre propre expérience auprès des femmes malaises rurales est loin de confirmer cette hypothèse et c'est ce que nous voulons montrer dans les pages qui suivent.

Nous croyons, au contraire, que cette situation résulte d'une stratégie politico-économique de l'État qui impose sa conception du développement à la population. Notre point de départ sera donc l'ambiguïté du discours de l'État lui-même. Puis nous tracerons un bref portrait de ce qu'étaient les rapports sociaux entre les sexes dans la société malaise rurale d'autrefois afin de clairement situer les éléments qui sont menacés par la politique actuelle. Nous voulons faire ressortir la nature des rapports sociaux d'antan afin de montrer que l'univers des femmes rurales est parfois fort différent de celui des femmes urbaines et instruites d'une part, et de celui des hommes qui conçoivent et « imposent » le développement d'autre part. C'est cet univers qui est sacrifié au profit d'un développement rapide et efficace, duquel un nombre important d'hommes ont tout à gagner. En terminant, nous donnerons un exemple particulièrement cinglant d'un projet de développement réservé aux femmes malaises rurales. Tant par sa conception que par son contenu, ce projet illustre bien la place faite aux femmes dans le développement national malaysien.

Carte 1 : La Malaysia en Asie du Sud-Est



Laboratoire de Cartographie, Département de Géographie, Université Laval

Source: Goode's World Atlas 1977. Projection Mercator Transverse

Le décor et la mise en scène

La Malaysia (Carte 1) comptait, en 1980, près de 14 millions d'habitants⁴. Le pays jouit de ressources abondantes et multiples : il est parmi les plus riches de l'Asie du Sud-Est (après Singapour) et l'un des mieux intégrés au système capitaliste mondial. L'agriculture est le moteur de l'économie, comme le soulignent les analystes de la Banque mondiale, et ce sont les opérations de diversification et d'intensification réalisées depuis le début des années 60 qui expliquent le fait que l'agriculture ne fournit plus que 37% des occupations, alors qu'elle en fournissait 75% en 1961 (De Koninck 1988 : 48).

La Malaysia est, de loin, le premier exportateur de caoutchouc naturel et d'huile de palme au monde. De plus, le bois, le cacao, le coprah, le poivre et d'autres épices constituent des exportations importantes. L'extraction de l'étain, l'une des principales ressources du pays, a contribué au développement du secteur minier et le pétrole représente près du quart des exportations, un autre quart provenant des produits manufacturés. Depuis l'introduction de la révolution verte, au début des années soixante-dix, le pays réussit à satisfaire près de 90% des besoins en riz de la population (De Koninck 1987 : 49).

Les programmes de développement dans le domaine agricole sont nombreux et ils font l'objet d'investissements importants. Ils visent tous à encadrer systématiquement les producteurs, les transformant en petits producteurs marchands contrôlés en aval et en amont et vivant, de ce fait, dans une grande dépendance face à l'État et au marché mondial (De Koninck 1986).

En dépit de ces programmes de plus en plus intensifs, le taux de pauvreté rurale a à peine régressé au cours des dix dernières années et, en 1983, près de 55% de la population agricole vivait encore sous le seuil de la pauvreté (De Koninck 1988 : 52)⁵.

La Malaysia obtint son indépendance du pouvoir colonial britannique en 1957. Les politiques coloniales de développement économiques avaient entraîné l'immigration de populations importantes de la Chine (pour le secteur minier) et de l'Inde (pour le travail en plantation). Bon nombre de travailleurs sont demeurés dans la Péninsule, créant de ce fait une société divisée non seulement selon l'appartenance ethnique, mais aussi selon les secteurs d'occupation. Ainsi, depuis l'indépendance, les Chinois, qui représentent 35% de la population, vivent principalement dans les villes, et occupent plus spécialement les secteurs secondaire et tertiaire, alors que les Malais, qui représentent 54% de la population, habitent surtout la campagne⁶ où ils occupent près des deux tiers des emplois agricoles. Bien qu'un certain nombre de Malais se retrouvent dans le secteur tertiaire (De Koninck 1988 : 32), ils sont dans l'ensemble plus directement touchés par la pauvreté : 68,8% des pauvres étaient cantonnés dans l'agriculture en 1976 et la presque totalité des pauvres vivant en milieu urbain œuvraient dans les services, le petit commerce et les usines (Malaysian Government 1981 : 45)⁷.

Traditionnellement, les Malais semblent avoir été des agriculteurs et des pêcheurs, vivant dans des petits villages dispersés le long des cours d'eau importants. Plusieurs d'entre eux s'adonnaient aussi au commerce et au troc, et leur réputation en tant que pirates redoutables et redoutés n'est plus à faire. Les femmes étaient responsables de l'agriculture, principalement la riziculture sur essarts ou en marécages, alors que les hommes s'adonnaient à une variété

d'autres activités selon les saisons et les régions (Couillard 1987, 1986). Les hommes n'étaient pas sans participer à l'agriculture, mais nous avons montré ailleurs que la responsabilité première incombait aux femmes qui en contrôlaient d'ailleurs les étapes cruciales (Couillard 1987). De plus, les femmes se trouvaient au cœur d'un complexe symbolique et rituel garantissant la réussite des récoltes.

Il faut bien voir que si l'agriculture moderne est le moteur de l'économie nationale, l'agriculture traditionnelle, et plus particulièrement les tâches féminines à l'intérieur de cette pratique, étaient au cœur même de la tradition malaise. C'est à travers ces activités que l'essence même de la culture malaise se reproduisait et avec elle un rapport entre les sexes qui n'est pas fondé sur l'oppression ou l'exploitation, mais bien sur l'autonomie relative des individus⁸.

Les Malais sont musulmans (Sunni de l'école de Shafi'i) depuis plusieurs siècles, mais l'islam n'est pas interprété tout à fait de la même façon selon les couches sociales et selon les différentes régions de la péninsule. Depuis les années 1970, un mouvement fondamentaliste islamique répand son influence principalement parmi les musulmans urbains, mais aussi, graduellement, parmi les villageois. Ce mouvement repose, entre autre, sur un discours qui favorise un retour à la législation islamique plus radicale et l'application littérale des injonctions coraniques. Pour les femmes, cela signifie, par exemple, le port d'un vêtement ample et lourd qui couvre tout le corps, ainsi que d'un voile qui couvre la tête et les cheveux, alors que, traditionnellement, elles agrémentaient leurs vêtements d'une simple écharpe décorative et ce, seulement sur la place publique ou lors d'occasions spéciales. Depuis l'époque coloniale, un appareil bureaucratique assure la formalisation et l'administration des affaires religieuses, alors qu'avant cette époque la religion était plus ou moins une affaire personnelle.

Le pays est administré par un appareil gouvernemental d'État, un gouvernement national, un monarque élu parmi les sultans de chacun des États sur une base rotative pour une durée de cinq ans, un parlement et, enfin, un cabinet géré par un premier ministre. Les femmes ont joué un rôle actif dans la politique du pays, surtout au moment de l'indépendance, et certaines d'entre elles sont encore très en vue dans l'arène politique nationale. Tous les citoyens âgés de 21 ans et plus, hommes et femmes, ont le droit de vote. Ces votes se partagent entre différents partis : l'Union nationale (Barisan Nasional), au pouvoir depuis l'indépendance, et quelques partis d'opposition, dont un s'appuyant sur un discours islamique.

Le discours officiel : le dit et le non-dit

Le développement fait partie du discours politique depuis l'indépendance en 1957. Une série de plans quinquennaux constituent la base de la planification et de l'implantation des divers projets qui ont pour but explicite l'amélioration des conditions de vie de la population. Chaque plan se donne des objectifs précis et, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, leur implantation est suivie de près, analysée puis évaluée.

Selon nous, la conception que se fait l'État de l'intégration des femmes dans le développement national n'a pas beaucoup changé au cours des 30 dernières années, en dépit de ses efforts pour masquer ses lacunes. Cette conception vise d'abord et avant tout à exclure les femmes de la production sociale et à les

confiner dans la sphère domestique, où leur responsabilité première est d'éduquer les enfants et d'entretenir leur époux. L'objectif principal est clairement de transformer les femmes malaises en des femmes « modernes », qui sauront transmettre à leurs enfants les valeurs nécessaires à la formation d'une société développée. Pour ce faire, l'État ne ménage ni ses efforts ni ses deniers : il favorise l'éducation formelle à tous les niveaux, via des bourses diverses, ainsi que l'éducation informelle et technique au niveau des villages, par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux multiples. Voyons d'abord comment ces objectifs se traduisent dans le discours de l'État.

Comme Manderson (1979 : 233) le souligne, les plans quinquennaux décrivent dans le détail les stratégies de développement, mais aucun d'eux n'accorde quelque intérêt que ce soit aux femmes avant 1976. Jusqu'à cette date, c'est par leur influence en tant que mères, tantes ou sœurs, et grâce à leur « charme personnel » que les femmes devaient jouer leur rôle dans le développement (Manderson 1979 : 233 citant des extraits de journaux locaux).

Dans le troisième plan quinquennal, les experts reconnaissent que les femmes revendiquent un traitement égal et ajoutent :

the contribution of women to the evolution of a strong and self-reliant society in Malaysia needs to be appreciated and taken into consideration in the agenda for rapid development and progress.

Malaysian Government 1976 : 105

Ce programme se résume en un seul paragraphe dans ce rapport détaillé de 430 pages, sous la rubrique *Community and Rural Development* :

Three new Women Training Centres will be established... [they] will continue to concentrate on home economics, child development and family development...

Malaysian Government 1981 : 422

Le texte est clair. Les femmes contribueront au développement national dans la mesure où elles accepteront de devenir de meilleures mères et de meilleures femmes de maison. Si elles participent en plus au développement économique du pays, c'est comme par accident : une contribution non sollicitée et non reconnue.

Juste avant la publication de ce rapport, paru pendant l'Année internationale de la femme, le Gouvernement avait mis sur pied le *National Advisory Council on the Integration of Women in Development* (NACIWID). Voici ce qu'en disent les experts dans le quatrième plan quinquennal, sous la rubrique *Participation by the People* :

The youth, women and parent-teachers organizations will also be mobilized to enable them to participate more fully in the development efforts of the nation. The setting up of the National Advisory Council on Integration of Women in Development (NACIWID) in 1976, as the national machinery for channelling issues pertaining to women, reflected the Government's commitment to integrate women in all aspects of national development.

Malaysian Government 1981 : 192

Ce conseil est composé de 25 membres, dont 15 représentent les ministères et les agences gouvernementales. Notons que, en 1980, 12 seulement étaient des femmes et comme le souligne Strange (1981 : 16) :

None of them are at the top of their respective government organization's hierarchy, and therefore they have little power to push for support regarding acceptance and implementation of recommendations made by NACIWID... NACIWID has no permanent supporting staff except one secretary. This means that the work done by it is apportioned to members, most of whom hold full-time jobs... it is not surprising that NACIWID has moved rather slowly.

En dépit de ses recommandations louables, ce conseil n'a aucun pouvoir et n'a qu'une influence limitée. Il permet cependant aux femmes urbaines et instruites (très souvent issues de l'aristocratie malaise) de faire valoir le point de vue des femmes en général. Ces femmes s'expriment ouvertement et elles luttent sans répit pour s'assurer une place dans cet ordre nouveau. Plusieurs d'entre elles s'impliquent activement dans la politique nationale et occupent des postes très importants. Le fossé qui les sépare de leurs consœurs rurales issues de familles paysannes est énorme cependant, tant au niveau économique qu'au niveau politique et social. Un seul élément semble les rallier toutes : le fait que les unes et les autres se perçoivent comme membres à part entière de la société, en dépit de l'idéologie masculine qui les définit comme étant d'abord et avant tout responsables du foyer et des enfants.

Devrait-on conclure que la pression de l'opinion internationale, s'exprimant via l'aide internationale pour le développement, aurait forcé l'État malaysien à tenir compte des femmes ? À partir de cette époque, le discours devient extrêmement ambigu, voire même contradictoire : tout en maintenant ses objectifs premiers, l'État prétend maintenant accorder aux femmes une place égale à celle des hommes dans le développement économique de la nation.

Dans le dernier plan quinquennal, celui de 1986, la position des experts se résume encore une fois en un paragraphe (dans un document de plus de 567 pages). Nous le citons en entier, car il illustre clairement l'ambiguïté du discours que nous voulons exposer.

Women who account for about one half of the population and constitute one third of the labour force, play an increasingly active role in the socio-economic development of the country, through their involvement in the mainstream of economic activities. They have and will continue to contribute towards developing a united and self-reliant society. Equal opportunities will continue to be given to women with respect to employment, education, and access to other social benefits. At the same time, the role of women in family development will continue to remain important in helping to build a united, just, stable, and progressive society through the inculcation of good and lasting values in their children.

Malaysian Government 1986 : 28

Comme preuve de sa bonne volonté, l'État, avec l'aide de la Banque mondiale, met sur pied un projet de 7 millions de *ringgit*⁹ visant à mettre en marché les produits de l'artisanat dont la production est encouragée par une multitude d'agences gouvernementales s'adressant d'abord et avant tout aux femmes. Nous reparlerons de ce projet plus en détails. D'autre part, pendant la même période, 22 millions de *ringgit* devaient être consacrés à la mise sur pied de trois Family Development Training Centres et 13 centres de services communautaires de district. Ces centres ont tous pour but de faire des femmes rurales de meilleures femmes de maison, dont le rôle premier sera d'assurer la production d'une main-d'œuvre disciplinée, en santé et proprement vêtue. On y enseigne l'art de cuisiner, dans le but d'assurer une alimentation équilibrée et

saine, la couture, afin que les femmes puissent réparer et même confectionner les vêtements des enfants et les leurs à un prix modique, le tricot, le crochet ou d'autres techniques artisanales, afin qu'elles occupent leurs « loisirs », gagnent un petit supplément et décoorent leur maison. Des cours d'enseignement religieux sont aussi offerts, afin d'inculquer aux éducatrices les principes fondamentaux qui régissent une société moderne et développée, car,

... for an integrated, strong and well-disciplined Malaysian society to evolve, material development within society must be balanced by a strengthening of the society's moral and spiritual fibre... only parents can ensure that their young grow up into responsible and self-disciplined individuals.

Malaysian Government 1976 : 105

Et encore :

Material development alone at the expense of the spiritual needs of man will be detrimental to the wellbeing of the Malaysian society.

Malaysian Government 1986 : 30

Rappelons qu'une certaine interprétation de l'islam préconise le retrait des femmes de la place publique et insiste sur le fait qu'elles sont d'abord et avant tout responsables de leur famille¹⁰. Comme par hasard, le discours religieux et celui de l'État se rejoignent pour servir admirablement bien les intérêts d'un développement qui nécessite la reproduction d'une force de travail à *bon compte*, d'une force de travail malléable, disciplinée, présentable et en santé¹¹.

Dans les pays développés, ce sont les femmes qui se sont acquittées de cette tâche gratuitement, par « amour », jusqu'à ce qu'elles prennent conscience de l'exploitation dont elles faisaient l'objet. L'État malaysien ne retient de cette « modernité » qu'une seule image : celle de la femme « reine du foyer », heureuse de ne pas devoir « travailler », s'adonnant, le sourire aux lèvres, à ses nobles tâches d'éducatrice et de reproductrice. C'est cette image qu'il tente de « vendre » aux femmes malaises, leur proposant ce modèle ou sa variante islamique, comme un idéal moderne, tant via les médias électroniques ou autres que via l'éducation en général. L'offensive est impressionnante : même les femmes des régions les plus éloignées rêvent de pouvoir se consacrer exclusivement au travail domestique. Dans la représentation populaire, le fait d'exclure les femmes de la production est tout aussi prestigieux pour les hommes : cela signifie qu'ils ont les moyens financiers d'« entretenir » leur épouse. L'expression « je suis une femme de maison seulement » (*saya ahli rumah tangga saja*) est donc devenue un indicateur de prestige extrêmement pernicieux.

Les villageoises rêvaient déjà, en 1965, de pouvoir se retirer du travail agricole : « The most prestigious statement a village woman could make in 1965 was *I am a housewife only* » (Strange 1978 : 52), mais, à cette époque, rares étaient celles qui pouvaient y aspirer. De plus, il y a une différence fondamentale entre l'image que se fait la villageoise de sa position de « reine du foyer » et la réalité qui l'attend. Soulignons le fait que la coutume malaise veut que ceux et celles qui peuvent se le permettre s'abstiennent de travailler. Anciennement, ceux et celles qui en avaient les moyens entretenaient des dépendants qui s'acquittaient des tâches domestiques ou agricoles¹². Un très grand prestige est

donc rattaché au fait de ne pas travailler physiquement et surtout de ne pas faire un travail salissant. Ainsi, l'image de la « reine du foyer » est-elle, elle aussi, très ambiguë : elle véhicule une notion de non-travail, alors qu'en réalité celles qui adoptent ce mode de vie doivent effectivement travailler et très dur parfois. Il faudra probablement un certain temps avant que les villageois en prennent pleinement conscience, l'attrait du modernisme et du prestige étant, pour l'instant, irrésistible ou presque.

Il semble évident qu'en dépit de ses allusions progressistes, l'État conçoit toujours que la contribution des femmes au développement est d'abord et avant tout de produire des enfants, de les éduquer et d'assurer le maintien de leur époux. Ce discours apparaît d'ailleurs très clairement dans un journal local :

In times of unemployment, women should stay at home and have babies, and let the men do the work.

cité dans Lockhead 1985 : 94

L'intégration des femmes au marché du travail est donc perçue comme une mesure temporaire, palliative (une armée de réserve, comme dans le cas des jeunes filles employées par les multinationales¹³), et non pas comme une stratégie de développement. Même le fait que les femmes malaises aient toujours été au centre de la production agricole ne mérite pas l'attention de l'État, sauf peut-être lorsqu'il s'agit de s'assurer qu'elles cèdent bien leur place aux hommes qui, eux, sont pris en charge par les multiples agences ayant pour objectif de faire d'eux des producteurs efficaces et disciplinés.

Les rapports hommes-femmes avant l'intervention de l'État

À notre avis, ce qui caractérise le rapport hommes-femmes chez les Malais depuis les temps anciens, c'est l'autonomie relative des partenaires (Couillard 1986, 1987). Cette autonomie avait, jusqu'à tout récemment, un fondement socio-économique¹⁴ : chacun des deux sexes possédait une sphère bien précise à l'intérieur de laquelle il pouvait exercer un certain pouvoir et chacun pouvait obtenir les moyens d'assurer sa subsistance. Une dépendance réciproque s'instaurait au sein du couple, chacun apportant à l'union un travail dont l'autre pouvait bénéficier. La structure des rapports entre époux était loin d'être patriarcale, comme le voudrait le modèle islamique. Dans la pratique, dans la réalité de leurs interactions quotidiennes, le rapport entre époux était fondé sur le consensus, *pakat*, et non pas sur l'obéissance de certains membres face à l'autorité du père¹⁵.

Ainsi, l'autonomie relative des partenaires, enracinée dans des pratiques économiques, se reflétait dans les rapports familiaux. Le couple constituait bien une unité de production émergeant de la division sexuelle du travail, mais pas une unité à l'intérieur de laquelle les efforts de tous étaient monopolisés par le « chef de famille ». Cette notion, qui cause tant de difficultés aux femmes malaises depuis l'intervention de cet État qui s'adresse exclusivement aux chefs de famille, était loin d'avoir le sens qu'on lui prête aujourd'hui. Anciennement, le chef de famille était celui qui représentait l'unité domestique face au monde extérieur¹⁶, et non pas celui qui pouvait prendre des décisions au nom de cette unité ou gérer les biens et les revenus de ceux vivant sous un même toit. Le chef

de famille était donc un représentant, un porte-parole. Dans le discours de l'État, qui s'appuie sur le discours islamique d'une part et sur une notion occidentale de la famille d'autre part, il est considéré comme un patriarche en mesure d'imposer sa volonté à sa femme et à ses enfants. Il y a un malentendu extrêmement important ici, et ce malentendu est à l'origine de plus d'un échec dans les projets de développement.

Il semblerait que dans la population urbaine, beaucoup plus exposée au modèle occidental de la famille, à cause de la proximité des occupants britanniques, et plus intimement au modèle islamique à cause de la présence d'immigrants arabes et indiens musulmans qui ont souvent pris épouse parmi les Malaises, imposant de ce fait leur conception des rapports familiaux, la famille patriarcale serait plus une réalité qu'un idéal. Ceci expliquerait en partie les luttes des femmes malaises urbaines et les représentations des hommes issus de ces milieux, ceux-là mêmes qui conçoivent les politiques de développement contraires à la logique rurale.

L'autonomie relative des villageois et villageoises se manifeste aussi dans plusieurs autres aspects de la vie sociale malaise, mais il serait trop long d'en faire une démonstration exhaustive (voir Couillard 1987). Mentionnons seulement le très haut taux de divorce qui, jusqu'à tout récemment, était caractéristique de la région. Plusieurs explications ont été offertes pour rendre compte de ce haut taux (Raybeck 1975, Djamour 1965), mais, à notre avis, il renvoie au fait que ni l'un ni l'autre des partenaires ne pouvait imposer sa volonté. Les conflits se résolvaient donc par la séparation et l'on trouve, lors des enquêtes, que jusqu'à tout récemment les femmes autant que les hommes pouvaient obtenir un divorce. En dépit du fait que l'islam facilite la tâche aux hommes qui veulent se séparer, puisqu'ils n'ont qu'à répudier verbalement leur épouse, les femmes malaises disposaient de moyens détournés, mais fort efficaces, pour amener leur époux à les répudier lorsqu'elles le souhaitaient. De nos jours, le taux de divorce est à la baisse, et c'est là une indication de plus du fait que les femmes sont en train de perdre leur autonomie relative. Lorsqu'elles se retrouvent en situation de dépendance, les femmes ont tout à perdre d'un divorce et elles tentent de maintenir l'union, même si elles doivent en souffrir.

Nous pourrions aussi montrer comment l'utilisation que font les villageois de la parenté et les arrangements matrimoniaux reflètent, eux aussi, l'autonomie relative des individus; pourtant ceci n'est pas essentiel à notre argument. Retenons donc que, jusqu'à l'époque coloniale, l'autonomie relative constituait un élément central dans la dynamique des rapports sociaux des communautés rurales¹⁷.

Depuis l'intervention coloniale, et surtout depuis l'implantation massive de projets de développement dans le domaine agricole, il devient de plus en plus difficile de reproduire cette autonomie relative. En fait, l'État fait tout en son pouvoir pour assujettir les producteurs agricoles, pour les encadrer et les astreindre à des quotas, à un horaire et à des modalités que lui seul peut dicter (De Koninck 1986). L'État rêve de producteurs disciplinés prêts à se soumettre aux intérêts du capital. De plus, la nature des rapports familiaux est complètement bouleversée par une offensive systématique qui vise à définir le mari comme étant le « chef » imposant et craint, qui saura transmettre les idéaux de l'État aux membres vivant sous sa tutelle. Pour parvenir à imposer ce modèle,

l'État soutire aux femmes tout moyen de maintenir leur autonomie et donne aux hommes les moyens matériels nécessaires pour renforcer leur autorité.

C'est ainsi que les femmes sont systématiquement exclues de la production agricole, dans la riziculture¹⁸ ou dans l'hévéaculture¹⁹ modernes, et cantonnées dans la sphère domestique, devant, en principe, s'en remettre aux hommes pour assurer leur subsistance et satisfaire leurs besoins. Soulignons le fait qu'il ne s'agit pas de l'exclusion d'une sphère devenue désuète et sans importance pour le pays, mais bien d'une des sphères les plus dynamiques de l'économie nationale.

Si tous les hommes pouvaient assurer un niveau de vie convenable à leur épouse, les problèmes seraient d'un autre ordre. Cependant, la réalité est tout autre. Le taux de pauvreté dans les régions rurales est encore impressionnant, comme nous l'avons vu plus haut : les femmes se retrouvent souvent sans moyens de subsistance, sans assistance de l'État qui concentre ses efforts sur les chefs de famille, ou dépendantes d'un homme qui ne parvient pas à assurer leur nourriture quotidienne. C'est en réponse à cette situation que l'État a mis sur pied un vaste projet d'« encouragement » à l'industrie artisanale afin d'aider les femmes à obtenir un petit revenu « supplémentaire ».

L'artisanat : rêve et absurdité

Le raisonnement en faveur du développement de l'artisanat va comme suit : le secteur de l'agriculture est saturé, il faut donc trouver des alternatives pour la majorité des cultivateurs marginaux et démunis, et l'artisanat peut être un moyen de générer un revenu qui permettrait à ces familles de sortir de la pauvreté (Nolten et Tempelman 1986 : 37). Cependant, selon ce raisonnement, le développement de l'artisanat ne devrait pas viser exclusivement les femmes, mais bien un secteur entier de la population rurale. Ce n'est pourtant pas ce qui se passe dans la réalité. Plutôt que d'offrir une alternative viable pour les familles démunies, l'État choisit d'introduire une occupation secondaire pour certains de ses membres : les femmes.

Si l'évaluation de la situation économique des villageois avait été réaliste, l'État aurait vu qu'hommes et femmes travaillent côte à côte dans les mêmes activités, riziculture et hévéaculture. Si quelqu'un devait se voir offrir une occupation secondaire, ce devraient être les hommes, libérant ainsi les femmes pour le travail domestique (qu'elles effectuent de toute façon). Mais l'État fait comme si les femmes n'avaient rien à faire et il leur offre par « générosité » cette occasion de faire un peu d'argent.

Comme nous l'avons montré jusqu'ici, dans la conception que se fait l'État de la famille, c'est l'homme qui doit être le pourvoyeur principal (c'est d'ailleurs sur ce fait que son autorité devrait se fonder) et la femme doit se consacrer d'abord et avant tout aux enfants et au travail domestique. Ce projet va donc dans le sens des objectifs implicites de l'État, même s'il va contre les intérêts des femmes rurales.

Comme pour les autres projets d'envergure instaurés en Malaysia, la structure administrative de l'implantation de ce projet est lourde et complexe : la « machine nationale » est entièrement mobilisée. Elle implique le Ministry of National and Rural Development et, plus particulièrement, les sections suivantes :

la Community Development Division (Bahagian Kemajuan Masyarakat, KEMAS²⁰), le Department of Co-operative Development et la Malaysian Handicraft Development Corporation (Perbadanan Kemajuan Kraftangan Malaysia, PKKM). C'est la KEMAS qui supervise la production artisanale, la mise sur pied de centres d'artisanat et la vente des produits, via une organisation appelée Karyaneka, qui gère un centre national situé dans la capitale (Kuala Lumpur). Ce sont les représentants de la Karyaneka qui visitent les différents centres de production pour recueillir les produits qu'ils paient à un prix fixe.

Cette Karyaneka a été conçue, au départ, par une consultante du Bangladesh, qui a visiblement mal interprété les structures économico-politiques locales et nationales. Cette consultante suggéra de mettre sur pied une série de coopératives contrôlées par les artisanes elles-mêmes, afin que les productrices ne soient pas simplement dépossédées de leurs produits (Ramachandran et Lockhead 1982 : 25). En réalité, ce projet a été, dès le début, monopolisé par l'État « impatient » et il est revenu, comme tous les autres projets de développement dans ce pays, une occasion de contrôler et de superviser les productrices qui ne sont ni plus ni moins que des salariées dans une industrie à domicile.

D'autres organismes comme le Family Planning Board²¹, le Rubber Industry Smallholder Development Authority (RISDA)²², le Federal Land Development Authority (FELDA)²³ et le Marine Fisheries Department sont aussi directement impliqués dans le développement de l'industrie artisanale. Dans tous les cas, c'est la Karyaneka qui assure la supervision, la planification et la mise en marché. Il s'agit donc d'un projet de très grande envergure, un effort concerté et complexe duquel on pourrait espérer des résultats éblouissants.

Les données concernant le projet sont relativement limitées. Elles nous viennent principalement de deux sources : l'une centrée sur Kedah, au nord-ouest de la Péninsule, l'autre sur Pahang sur la côte est. Dans les deux cas, il s'agit d'évaluations faites par des agents extérieurs²⁴, et dans les deux cas les résultats pointent dans la même direction : ce projet relève plus de l'absurde que d'un pragmatisme bien informé.

Précisons d'abord que dans certains états de la Péninsule on trouve une tradition artisanale encore vivante et intéressante (le batik sur la côte est, le travail de l'étain au Selangor, de l'argent au Kelantan, par exemple), mais dans d'autres, le plastique et les gadgets importés ont remplacé la production locale depuis longtemps. Le réveil de l'artisanat local ne se fait donc pas sans problème et, dans certains cas, il s'agit plutôt de l'introduction de techniques nouvelles qui ont peu à voir avec la tradition malaise²⁵. Dans certains cas, une nouvelle industrie, avec de nouveaux moyens de production, un nouveau procès de travail et une nouvelle organisation du travail, est ainsi créée. Ceci exige la formation des artisanes, ce qui implique la mise sur pied de centres de formation et de dissémination des techniques et des connaissances. Non seulement les femmes doivent-elles apprendre un nouveau métier, mais elles n'ont le choix ni du métier, ni de la façon dont il sera pratiqué. Dans d'autres cas, les femmes apprennent simplement de nouveaux modèles pour des techniques qu'elles connaissent déjà, comme pour la fabrication des nattes par exemple, et elles peuvent rapporter leur ouvrage à la maison plutôt que de travailler au centre local d'artisanat.

Ainsi, Ramanchandran et Lockhead (1982 : 25) soulignent le fait que les jeunes filles qui ont été choisies pour recevoir les instructions de base (qu'elles devaient transmettre ensuite aux autres participantes) n'ont pas été consultées. Elles ont tout simplement été envoyées au centre de formation à quelques semaines d'avis et sans qu'elles n'aient ni sollicité ni accepté formellement cette formation. Les autres femmes qui devaient participer n'ont reçu aucune information quant aux conditions de leur engagement (heures de travail, rémunération, etc.). Le projet a été parachuté dans les villages, les femmes n'ont eu qu'à s'y plier. En fait, on s'attendait même à ce qu'elles soient reconnaissantes et personne (sauf la consultante étrangère) n'a imaginé qu'elles pourraient prendre part à la mise sur pied ou à l'administration des sections locales du projet.

Ce sont surtout des jeunes filles non mariées qui se sont jointes à ce projet, probablement parce qu'elles étaient plus libres et pouvaient s'adapter à l'horaire des planificateurs. Les femmes plus âgées (plus de 25 ans, mariées avec des enfants) doivent gagner leur vie à travailler dans les plantations et dans les rizières (ce qu'elles font encore dans les régions les plus pauvres, là où la modernisation n'a pas encore pénétré, même si tout le monde fait comme si tel n'était pas le cas) et, pour elles, tout projet additionnel devient une surcharge de travail. En envoyant leurs filles, sur qui elles exercent un certain contrôle, les femmes âgées adoptent probablement la meilleure stratégie possible face aux projets de développement. Les connaissances nouvelles sont acquises, le peu d'argent qui est rapporté allège la charge familiale et pendant ce temps les activités de subsistance ne sont pas perturbées. De plus, en demeurant en dehors des projets, ou lorsqu'elles s'y intègrent en le faisant selon leurs propres conditions, les femmes plus âgées protègent leur autonomie, elles évitent le contrôle incessant des bureaucrates et des administrateurs²⁶.

Plus désolant encore que la perte de contrôle sur le procès de travail est le fait que les revenus sont presque dérisoires. Tout le monde s'entend pour dire que la fabrication d'objets artisanaux exige un travail ardu, pour la cueillette des matières premières et pour la transformation initiale, un travail méticuleux dans la réalisation, qui est par conséquent lent et peu productif dans l'ensemble. Ainsi, s'il fallait essayer d'établir le salaire horaire des participantes l'exercice auquel elles se soumettent paraîtrait probablement absurde. Nolten et Tempelman (1986 : 43) ont ainsi estimé que le revenu mensuel moyen représentait entre 13 et 19% du revenu mensuel des maisonnées. Les femmes ne pourraient donc jamais assurer la subsistance de leur famille grâce à cette activité, ni même maintenir un certain degré d'autonomie. Les auteurs ajoutent que les revenus sont bas parce que les femmes ne travaillent qu'à temps partiel. Ils ne précisent pas ce que signifie « temps partiel », mais dans le contexte malaysien, cela signifie probablement une demi-journée soit de 4 à 5 heures par jour, 6 jours par semaine (les gens ne travaillent pas le vendredi, jour de la prière). Rappelons que ces données ont été recueillies dans une région où il y avait encore des reliquats de l'artisanat traditionnel; les artisanes recevaient donc de l'aide pour poursuivre un métier qu'elles pratiquaient déjà. Il serait intéressant de voir quelle est la situation dans les états où tout était à faire, y compris convaincre les participantes de l'intérêt du projet.

Les divers organismes qui servent d'intermédiaires ne sont pas sans bénéficier de ces projets de « développement ». Ainsi, Ramachandran et Lockhead (1982 : 47) citent l'exemple de la fabrication de fleurs artificielles par des villageoises qui reçoivent 2 *ringgit* par tige d'une première agence, qui les revend à la seconde, 4,50 *ringgit*, qui elle les vend sur le marché à 6 *ringgit*. L'administrateur en charge du programme, à qui les enquêteurs demandaient s'il trouvait que les femmes recevaient leur dû, répondit : « They are happy ». Il ajouta : « M\$2.²⁷ is M\$2. more than they would have earned if the . . . program had not been there ».

Ainsi, ce projet mammoth, qui se voulait la solution aux problèmes financiers des femmes, s'avère être plus beau en rêve qu'en réalité. Cette activité, qui n'est que secondaire, ne permettra jamais aux femmes de maintenir un certain degré d'autonomie. Elles demeureront liées à la maison et à leur époux duquel elles continueront de dépendre pour leur subsistance. De plus, ce projet devient une occasion d'encadrer les femmes, via les différents organismes gouvernementaux, et de leur transmettre le projet de société qui est cher à l'État. D'autre part, le rôle que jouent déjà les femmes dans l'économie villageoise et familiale est complètement ignoré de même que leur contribution au maintien de la tradition et de la culture malaise. Il s'agit donc d'une situation paradoxale : le réveil de l'artisanat se fonde sur un discours qui prétend donner de l'importance à la tradition et de la culture malaises. Il s'agit donc d'une situation paradoxale : le maintenant réservée aux femmes, contribue à miner l'essence même de la tradition malaise en ce qui a trait à la contribution des villageoises à l'agriculture et en ce qui concerne le rapport entre les sexes.

Plus décourageant encore est le fait que ce projet n'as pas d'avenir. En soi, la production d'objets artisanaux offre très peu de débouchés. Le marché local est saturé; ces objets n'ont pratiquement aucune utilité dans la plupart des cas et lorsqu'ils en ont une, les Malaisiens préfèrent souvent les produits plus modernes aux produits artisanaux. Le marché international, pour sa part, est déjà inondé de produits « exotiques » de provenances diverses. Malheureusement, l'artisanat issu de ce projet n'est absolument pas compétitif avec celui produit par les artisans des pays voisins comme la Thaïlande et l'Indonésie, qui est à la fois moins cher et de qualité beaucoup supérieure (Nolten et Tempelman 1986 : 44). Quant à l'industrie touristique, la seule autre issue possible pour ces produits, elle ne paraît pas beaucoup plus prometteuse. Comme le soulignent les consultants, la Malaysia n'est qu'une étape dans un tour de l'Asie du Sud-Est et les gens ne restent pas suffisamment longtemps pour partir à la recherche de l'artisanat local. Plusieurs des produits sont trop lourds, trop encombrants ou trop fragiles pour être transportés dans des bagages, ce qui limite encore plus leur attrait.

Voici donc un exemple de projet conçu et implanté de l'extérieur et qui ne correspond ni à la réalité villageoise ni aux besoins des femmes rurales. Heureusement, comme nous l'avons mentionné, les femmes visées ne sont pas simplement des pantins : elles ont des moyens de tirer profit de ce qui passe, tout en résistant à ce qui, selon elles, leur nuit. Comme le font remarquer Nolten et Tempelman (1986 : 44), ce sont surtout les jeunes filles qui assistent aux cours, et elles le font plus pour des raisons sociales que pour y chercher une expertise professionnelle :

... the courses appear to be more of a social event than vocational training, an extra opportunity to meet other women and girls. With the improved level of education, many girls prefer better paid clerical and factory jobs with fixed working hours to an insecure, low paid and time consuming form of handicraft.

D'autre part, ce projet aurait peut-être pu intéresser les femmes très âgées, qui ne peuvent plus participer à la riziculture ou saigner les hévéas, comme le suggèrent Nolten et Tempelman. Cependant, dans la communauté malaise, ces femmes ont normalement le droit d'espérer une vieillesse tranquille auprès de leurs enfants et de leurs petits-enfants. De toute façon, ce ne sont pas ces femmes (une minorité en fin de compte) qui sont visées par ce projet d'envergure, mais bien celles qui, en principe, devraient céder le pas aux hommes dans la production sociale, se contentant des miettes que l'artisanat peut leur rapporter et vaquant à leurs obligations domestiques en bonnes épouses « modernes ».

Reste à savoir si ce projet visant à stimuler l'industrie de l'artisanat, en cours depuis près de dix ans, donnera les résultats escomptés ou si les villageoises auront vite fait de comprendre qu'elles ont tout à gagner à ne pas sacrifier leurs autres activités économiques, négligeant de ce fait ce « cadeau » gouvernemental.

Conclusion

Si nous devons évaluer ce projet en fonction des objectifs implicites de l'État, nous lui accorderions sûrement une bonne note : en isolant les femmes dans une activité secondaire, il s'inscrit parfaitement bien dans la logique qui veut qu'elles soient dépendantes, soumises à l'autorité de leur époux, se consacrant d'abord et avant tout aux enfants et au travail domestique. Par contre, si nous devons l'évaluer en regard des objectifs explicites, c'est-à-dire offrir aux villageois les plus démunis un moyen d'améliorer leurs conditions de vie, ce projet obtiendrait une très mauvaise cote. Les revenus sont maigres, le travail ardu, et l'avenir est loin d'être prometteur dans ce domaine où la concurrence est déjà forte et le marché saturé.

On peut donc se demander si l'intégration des femmes au développement doit nécessairement passer par la création de projets spécifiquement féminins. Dans le cas de la Malaisie, il semblerait beaucoup plus productif et beaucoup plus réaliste de simplement intégrer les femmes dans les projets de développement déjà existants, plutôt que de créer des secteurs distincts. Pourquoi les femmes ne seraient-elles pas reconnues comme rizicultrices aux côtés de leur époux (ce qu'elles sont de toute façon), et pourquoi ne recevraient-elles pas la formation technique et administrative nécessaire à la gestion des fermes modernes ? Depuis toujours, ce sont les femmes malaises qui gèrent les finances du couple, et elles ont fait leur preuve dans ce domaine. Pourquoi devraient-elles être reléguées aux oubliettes comme si elles étaient incapables d'absorber les connaissances nouvelles que l'État s'efforce, en vain souvent, de transmettre à leur époux ? Pourquoi ne bénéficieraient-elles pas de la formation qui est offerte aux saigneurs de caoutchouc afin d'augmenter leur productivité et celle de leurs arbres ? L'État fait comme si les propriétaires fonciers étaient tous des hommes, alors qu'en fait, dans le nord-ouest de la péninsule par exemple, 40% des terres

agricoles sont entre les mains des femmes (Couillard 1987). Tous les programmes de développement qui s'adressent aux propriétaires fonciers s'adressent en fait aux propriétaires masculins. N'est-ce pas là une lacune importante ? Ne serait-ce pas là encore une façon « d'intégrer » les femmes au développement que de simplement reconnaître qu'elles sont propriétaires de droit et de fait ?

Nous croyons que l'intégration au développement ne devrait pas passer par la création de ghettos féminins qui enferment les productrices dans des secteurs marginaux. La création de programmes spéciaux, d'organisations féminines, de cours spécifiquement féminins, ne font bien souvent qu'isoler les femmes des connaissances scientifiques et administratives dont elles auraient besoin pour faire face à la concurrence des hommes dans des domaines qui sont les leurs depuis des siècles²⁸.

Si l'on demande aux villageoises ce dont elles pensent avoir besoin pour améliorer leurs conditions de vie, elles répondent très clairement. Elles veulent des rizières pour continuer d'assurer la subsistance de leur famille; des plantations d'hévéas dont les titres fonciers sont reconnus²⁹. Elles veulent pouvoir manger tous les jours, plein leur ventre. Elles veulent aussi des garderies, non pas pour faciliter la transition des enfants du village à l'école primaire, comme c'est le cas maintenant, mais bien pour alléger leur tâche. C'est donc dire des garderies qui prendraient les enfants pendant les heures où elles travaillent, et non pas selon un horaire prédéterminé selon des critères urbains. Elles voudraient aussi de l'eau courante avec une pression suffisante et l'électricité à un prix raisonnable³⁰.

Pourquoi ne pas écouter les villageoises elles-mêmes puisqu'elles savent très bien ce qu'il leur faut à elles et à leur famille ? Serait-ce parce que leur besoin d'autonomie est incompatible avec la logique de l'État qui vise à encadrer, à contrôler, à soumettre tous les producteurs du pays ? Serait-ce parce que cette soumission passe nécessairement par la mise en tutelle des femmes par leur époux ?

Marie-Andrée Couillard
Département d'anthropologie
Université Laval

Notes

1. Étant données les limites d'espace, nous avons choisi de ne pas faire une revue de la littérature sur le sujet.
2. Nous avons été impliquée directement dans un projet de recherche-action ayant pour but d'intégrer les femmes malaises rurales dans le développement. Il s'agit du projet KANITA (*Kanak-kanak dan Wanita* ou littéralement « Enfants et femmes »), subventionné par l'UNICEF et l'Universiti Sains Malaysia. Nous avons d'abord été directrice du projet (1979) puis chercheure dans la section Participatory research, centrée sur un *mukim* de l'État de Kedah (1980). D'autre part, nous avons effectué une recherche fondamentale visant à clarifier la nature du rapport

hommes-femmes chez les Malais de la péninsule malaise. Cette recherche devait nous amener à la rédaction d'une thèse de doctorat en anthropologie s'intitulant *La Tendresse, le discours et le pouvoir. Les rapports hommes-femmes et les transformations sociales chez les paysans malais de la péninsule malaise*, Université Laval, 1987. Nous avons vécu en Malaysia de 1975 à 1980 puis, après un bref séjour à l'Université Laval pour notre scolarité de doctorat et un séjour à Paris et à Londres pour recueillir des données de sources secondaires, nous y sommes retournée en 1982 afin de compléter nos informations. Ce séjour fut rendu possible grâce à une bourse du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et une bourse complémentaire du Fonds F.C.A.C. pour l'aide et le soutien à la recherche du gouvernement québécois.

3. Nous n'entendons pas ici selon le discours que les femmes tiennent sur leurs rêves d'un futur meilleur, mais bien selon la logique qui régit les rapports sociaux qu'elles entretiennent depuis les temps anciens, et qui sont bien souvent plus égalitaires et plus équitables que ceux qui dominent la société dans laquelle elles s'insèrent.
4. Près de 11 millions et demi de personnes vivent dans la péninsule et un peu plus de 2 millions dans la partie orientale du pays située sur l'île de Bornéo : Sabah et Sarawak.
5. 57,7% des riziculteurs et 43,4% des petits producteurs de caoutchouc vivent sous le seuil de la pauvreté (Malaysian Government 1986 : 86). Notons qu'il s'agit là d'une amélioration, car en 1970, 88% des riziculteurs vivaient sous le seuil de pauvreté (Malaysian Government 1981 : 38).
6. Pourcentage pour l'année 1980 (Malaysian Government 1981 : 219).
7. En 1977, le taux de mortalité infantile se situait à 22 pour mille chez les Chinois et à 35 pour mille chez les Malais. L'espérance de vie des femmes malaises se situait à 63,7 années et celles des femmes chinoises à 70,9 années (De Koninck 1988 : 33). Le revenu annuel moyen des Chinois était deux fois supérieur à celui des Malais (*ibid.*).
8. Nous montrons en détails quels étaient les fondements de l'autonomie relative et comment elle se reproduisait dans le temps dans Couillard 1987. Il serait trop long de reprendre cette démonstration ici. Notons cependant que cette autonomie relative émerge de rapports sociaux ayant cours dans les villages éloignés des centres portuaires ou de la plaine de Kedah. Dans ces derniers la dépendance personnelle et l'esclavage étaient dominants.
9. Un *ringgit* équivaut à peu près à 0,50 \$ canadien, mais son pouvoir d'achat relatif est à peu près le même; autrement dit, 7 millions de *ringgit* dépensés en Malaysia équivalent à peu de chose près à 7 millions de dollars canadiens dépensés au Canada.
10. C'est cette interprétation qui, selon Ayse Nilufer Narli (1984 : 131), ... *could work as a process of a subordination and confinement of female labour in the domestic domain and marginal sector, and in the fields which have been defined as orthodox feminine (i.e. teaching, health care, secretarial jobs)... encourages them... to accept patriarchal and religious authority through obedience to husband and Allah, and through obedience of women supporters to male leaders.*
11. Nous croyons que c'est en grande partie à cause de cette convergence d'intérêts que le fondamentalisme islamique peut se répandre comme il le fait jusque dans les régions rurales, et non à cause des différences ethniques qui lui serviraient, selon une autre interprétation, de tremplin. Cette alliance donne cependant lieu à ses propres contradictions, mais il serait trop long d'élaborer sur ce sujet dans le contexte de cet article traitant des femmes.
12. Encore aujourd'hui, les femmes urbaines et instruites qui ont un emploi rémunéré ont presque toujours des domestiques qui s'occupent des enfants, du ménage, de la cuisine; elles ne font donc généralement pas la double journée d'ouvrage que bien des femmes occidentales connaissent.
13. À ce sujet voir Ong 1983, 1987; Mc Lellan 1986, par exemple.

14. En soulignant le fondement socio-économique de l'autonomie des femmes nous ne présupposons en rien un lien direct et mécanique entre la sphère économique et la sphère idéologique. Pour plus de détails concernant le rapport qui s'instaure entre ces deux instances et sa manifestation dans les rapports de genre, voir Couillard 1987, chapitre 1.
15. À ce propos, il faut faire attention de bien distinguer le discours que tiennent les informateurs, qui se présentent comme de bons musulmans, de leurs pratiques quotidiennes et de la façon dont ils en rendent compte. Le discours fait lui aussi partie de la réalité, certes, mais d'autre part la réalité ne se limite pas au discours que tiennent les acteurs sociaux. Dans certains cas le discours contredit les pratiques, dans d'autres, le discours des hommes contredit celui des femmes; ceci est symptomatique d'une société en transition et mérite d'être analysé dans toute sa complexité. D'une façon générale, les hommes semblent plus facilement enclins à se soumettre à un rapport hiérarchique et ils définissent l'autorité en termes de « peur », *takut*. Les villageoises, par contre, définissent les rapports qu'elles entretiennent en fonction de la notion de *pakat*, « consensus » et elles « suivent » leur leader, *ikut*, sans que la peur ou l'autorité n'interviennent. Dans les rapports familiaux, c'est clairement le modèle féminin qui dominait jusqu'à tout récemment, mais ceci change rapidement avec la « modernisation », surtout dans les milieux urbains ou ceux ayant « bénéficié » de programmes de développement intensifs, d'où la très grande complexité de la situation actuelle.
16. Tout comme le chef de village était le représentant de la communauté villageoise auprès des populations extérieures, sans qu'il n'ait eu de pouvoir ou d'autorité dans les limites de son village. Sa force, c'était sa capacité de rallier les villageois autour de lui grâce à son charisme personnel, ce qui pouvait à l'occasion lui permettre de bénéficier du travail des autres, mais qui en retour exigeait une très grande prodigalité (voir Gullick 1965). Notons que les femmes n'étaient jamais « chefs de village », elles ne représentaient jamais le village auprès d'autorités extérieures, mais elles pouvaient elles aussi, grâce à leur charisme personnel s'entourer d'un groupe important selon les mêmes principes.
17. L'autonomie relative n'était donc pas un attribut des femmes malaises mais bien une caractéristique des rapports sociaux dans les villages malais situés à distance des centres portuaires hiérarchisés (Couillard 1987).
18. Sur la région de muda voir De Koninck 1981. Les résultats d'une enquête menée par le même auteur pendant les étés de 1986 et de 1987 vont eux aussi dans cette direction (communication personnelle, 1987).
19. Dans les Land Development Schemes où l'hévéaculture est entièrement contrôlée par l'État (30% de l'ensemble des Land Schemes), ce sont les hommes qui sont considérés comme les producteurs même là où les femmes sont des productrices à part entière : elles ne sont pas reconnues comme tel par l'État. Dans les plantations de palmiers à huile (60% des Land Schemes) les épouses demeurent à la maison et sont considérées comme dépendantes (Massard 1984).
20. Précisons que l'objectif premier de cet organisme est le développement de *communautés autonomes, prêtes à accepter le changement et le développement* et à jouer leur rôle pour *l'avancement socio-économique du pays* (Nolten et Tempelman 1986 : 38, nous soulignons). Voici encore un bel exemple de l'ambiguïté des objectifs de développement : d'une part, créer des communautés autonomes, d'autre part, susciter dans ces communautés la volonté de se soumettre aux changements venant de l'extérieur et de se plier aux exigences du développement économique.
21. La planification des naissances s'insère en Malaysia dans le cadre du développement familial et des questions comme la qualité de la vie, le bien-être et l'amélioration de l'environnement sont toutes considérées comme pertinentes. La confection d'objets artisanaux permet de rassembler

- les femmes autour d'une même activité créant ainsi un moment privilégié pour transmettre toutes sortes d'informations, tout en permettant aux femmes de gagner un revenu supplémentaire.
22. Le RISDA encourage le développement de l'industrie artisanale comme un moyen de diversifier les ressources disponibles pour les petits producteurs de caoutchouc qui comptent parmi les plus démunis du pays. Ce sont les femmes des saigneurs de caoutchouc qui sont visées et l'objectif premier est d'augmenter le revenu familial. Nous avons eu l'occasion de voir certains de ces groupes à l'œuvre. Après avoir terminé leur matinée d'ouvrage, les femmes, qui sont elles-mêmes saigneuses de caoutchouc tout comme leur époux, se rendent au centre d'artisanat, dans l'après-midi, pour entreprendre leur deuxième « journée d'ouvrage ». Grâce à ce projet, elles écopent en fait d'une triple journée d'ouvrage (le travail domestique étant toujours leur responsabilité première); pas étonnant qu'elles ne soient pas aussi enthousiastes que le souhaiteraient les planificateurs.
 23. Nous avons mentionné précédemment que les femmes étaient exclues de la production dans les projets agricoles modernes. C'est le cas dans les projets FELDA, qui sont conçus pour les hommes. Ici ce sont les filles des producteurs qui sont visées.
 24. Sur Kedah il s'agit de Ramachandran et Lockhead travaillant pour KANITA affilié au NACIWID; sur le Pahang, il s'agit de Nolten et Tempelman, des consultants hollandais.
 25. Sauf si l'on remonte très loin et si la notion de tradition est interprétée très lâchement. C'est le cas chez les Jah Hut, un groupe d'aborigènes vivant au centre de la Péninsule, chez qui la sculpture sur bois a été introduite il y a quelques décennies afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ces sculptures n'auraient aucune valeur pour les touristes si elles n'étaient pas « authentiques ». Ce folklore s'enracine dans une tradition véritable concernant la représentation que se font les Jah Hut de la maladie et des moyens d'y remédier, mais le lien entre la tradition et les histoires qui accompagnent les figures est très ténu et souvent farfelu (Couillard 1980). Notons que chez les Jah Hut, hommes et femmes pratiquent la sculpture, la riziculture et l'hévéaculture. Ils ont réussi à résister à une division du travail qui isolerait les femmes de la production sociale.
 26. Nolten et Tempelman (1986 : 41) notent que les femmes âgées préfèrent apporter du travail à la maison plutôt que de l'effectuer dans les centres, alors que les jeunes filles non mariées préfèrent travailler ensemble dans les centres d'artisanat.
 27. *Deux dollars malaysiens, que l'on appelle aussi ringgit.*
 28. En respectant la division des sexes existant dans la société malaise, les cours pourraient être offerts aux femmes et aux hommes séparément, mais leur contenu devrait être uniformisé.
 29. *Un nombre important de petits producteurs de caoutchouc ne possèdent pas encore les titres officiels de leurs plantations, qui ont souvent été défrichées à même les terres de « l'État ». Ils sont considérés comme des occupants illégaux et n'ont pas droit aux subsides et aux autres programmes d'aide.*
 30. Ce sont là les demandes des femmes avec qui nous avons eu l'occasion de travailler dans le cadre d'un projet de recherche action en 1980.

Références

AYSE NILUFER NARLI

1984 « Development, Malay Women and Islam in Malaysia : Emerging Contradictions », *Kajian Malaysia*, 2, 2 : 123-141.

COUILLARD, M. A.

- 1987 *La tendresse, le discours et le pouvoir. Les rapports hommes-femmes et les transformations sociales chez les paysans malais du nord de la Péninsule malaise*. Thèse de doctorat, département d'anthropologie, Université Laval.
- 1986 « A Brief Exploration into the Nature of Men-Women Relations among Pre-Colonial Malayan People », dans J. Nagata (éd.), *Religion, Values and Development in Southeast Asia*. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies : 81-99.
- 1980 *Tradition in Tension. Carving in a Jah Hut Community*. Pulau Pinang : Penerbit Universiti Sains Malaysia.

DJAMOUR, J.

- 1965 *Malay Kinship and Marriage in Singapore*. Londres : The Athlone Press.

DE KONINCK, R.

- [1988] « La Malaysia », chapitre manuscrit, à paraître en 1988 dans Bruneau et Taillard (éds), *L'Asie du Sud-Est*. Paris : Fayard/Reclus.
- 1986 « Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'État titulaire », *Archipel*, 31 : 131-153.
- 1983 « Our Work, Our Problems, Your Solutions. Murmuring from the Muda Scheme », *Akademika*, 2 : 3-19.
- 1981 « Of Rice, Men, Women and Machines in Malaysia », *Journal Ekonomi Malaysia*, 3-4 : 20-37.

GULLICK, J. M.

- 1965 *Indigenous Political Systems of Western Malaya*. Londres : The Athlone Press.

HUTHEESING, O.

- 1980 *Women and Family Development*. Communication présentée à KANITA Workshop II, Universiti Sains Malaysia, Pulau Pinang, Malaysia.

LOCKHEAD, J.

- 1985 « Minah Karan : The Truth About Malaysian Factory Women Workers », par Fatimah Daud. Compte rendu publié dans *Kajian Malaysia*, 3, 2 : 92-94.

MALAYSIAN GOVERNMENT

- 1986 *Fifth Malaysia Plan 1986-1990*. Kuala Lumpur : The Government Press.
- 1981 *Fourth Malaysia Plan 1981-1985*. Kuala Lumpur : The Government Press.
- 1976 *Third Malaysia Plan 1976-1980*. Kuala Lumpur : The Government Press.

MANDERSON, L.

- 1979 « A Woman's Place : Malay Women and Development in Peninsular Malaysia », dans J. C. Jackson et M. Rudner (éds), *Issues in Malaysian Development*. Singapour : Heineman Education Books.

MASSARD, J.

- 1984 « De l'économie de subsistance à l'agro-industrie. Les projets FELDA en Malaisie de l'Ouest », *Archipel*, 27 : 31-44.

MC LELLAN, S.

- 1986 *Exploitation and Reciprocity : Malay Women in the Industrialisation Process*.
Thèse de doctorat, Université McMaster, Hamilton, Ontario.

NOLTEN, M. et G. J. TEMPELMAN

- 1986 « Handicrafts as a Means for Rural Development — A Case Study From Pahang, Peninsular Malaysia », *Malaysian Journal of Tropical Geography*, 13 : 37-45.

ONG, A.

- 1987 *Spirits of Resistance and Capitalist Discipline : Factory Women in Malaysia*.
Albany : State University of New York Press.
- 1983 « Global Industries and Malay Peasants in Peninsular Malaysia », dans J. Nash et M. P. Fernandez-Kelly (éds), *Women, Men and the International Division of Labor*.
Albany : State University of New York Press : 426-441.

RAMACHANDRAN, V. et J. LOCKHEAD

- 1982 *Income Generating Activities for Women*. Document présenté à KANITA,
Universiti Sains Malaysia, Pulau Pinang, Malaysia.

RAYBECK, D.

- 1975 *Kelantanese Divorce : The High Price of Village Harmony*. Communication
présentée à la réunion annuelle de l'American Anthropological Association.

ROGERS, B.

- 1980 *The Domestication of Women : Discrimination in Developing Societies*. Londres :
Tavistock Publications.

STRANGE, H.

- 1981 *Rural Malay Women in Tradition and Transition*. New York : Praeger.
- 1978 « Education and Employment Patterns of Rural Malay Women 1965-1975 »,
Journal of Asian and African Studies, 13, 1-2 : 50-64.